



OLIVIER JACQUIN

AVEC VOUS POUR NOS COMMUNES



Présentation de mon livre à Gérard Larcher en septembre 2020



Au Conseil Départemental de Meurthe-et-Moselle pour le « Procès du Siècle »

BILAN DE MON ACTION

OCTOBRE 2019 - MARS 2021

MAIS COMMENT PEUT-ON ÊTRE ÉLU-E ?



Question au gouvernement sur l'ubérisation le 10 mars 2021



Avec Leslie Dudoit, maire de Griscourt



Mesdames, Messieurs les élu.es, Cher.es collègues,

C'est dans le contexte très particulier que nous connaissons et alors que s'achève votre « incroyable » première année de mandat que je vous adresse ce deuxième bilan de mon action depuis mon élection au Sénat en 2017.

La crise sanitaire que nous vivons depuis plus d'un an a mis à rude épreuve tous les pans de notre société, et d'abord notre système de santé. Mais aussi, nos entreprises publiques et privées - certaines plus que d'autres, leurs salariés et les indépendants, les mondes culturels et éducatifs, et bien sûr la démocratie avec le report du second tour des élections municipales et maintenant celui des élections départementales et régionales.

Si le génie humain a une nouvelle fois réussi une prouesse en développant aussi rapidement un vaccin, donnant un horizon d'après-crise à toute notre société, les conséquences de la pandémie se feront encore sentir pendant de longs mois et de longues années. Et elles s'ajoutent aux impératifs écologiques auxquels nous devons continuer de faire face collectivement.

Serions-nous déjà dans le « jour d'après », à devoir vivre durablement dans ce contexte incertain du point de vue sanitaire avec toutes ses conséquences ? Une chose est sûre, c'est que nous ne reviendrons pas au « jour d'avant ».

Vous avez été en première ligne : soutien aux personnes fragiles et isolées, maintien de l'accueil des enfants, adaptation des services publics au contexte, production de masques, mise à disposition de lieux pour la vaccination, soutien aux commerces, etc.

Vous avez encore démontré le rôle essentiel de nos collectivités, et d'abord des communes, pour apporter les réponses à la crise sanitaire, économique et sociale que nous traversons. Vous l'avez fait hier et nous savons pouvoir compter sur vous pour apporter votre part de solutions à la résolution de la crise.

Vous savez pouvoir compter sur moi et sur mon engagement.,

Avec Vous, pour nos Communes

OLIVIER JACQUIN

NOS ACTIONS SUR LE TERRITOIRE

Le Sénat assure la représentation des collectivités territoriales (Art 24.4 de la Constitution). Pour exercer au mieux ma fonction, depuis septembre 2017, ce sont plus de 90 000 kilomètres parcourus sur nos routes, 900 déplacements à travers le département de Meurthe-et-Moselle et près de 300 communes visitées.



Mars 2021, je réagis vivement aux propos injustes du Ministre Darmanin sur l'attractivité du Pays Haut pour les policiers.



Avec les élus d'Olley en décembre 2020



Gérard Larcher à côté de la stèle Emile Reymond en octobre 2019

> EFFECTIFS DE POLICE : Depuis 2018, j'alerte régulièrement les pouvoirs publics sur le déficit chronique d'officiers de police de la circonscription de sécurité publique de Longwy-Villerupt. La délinquance y est pourtant importante en raison de sa localisation à la frontière. Avec mes collègues parlementaires et les maires concernés, nous avons été reçus par le cabinet du Ministre de l'Intérieur en octobre 2020. Malgré les efforts récents du gouvernement, il manque toujours 15 à 20 agents pour pouvoir retrouver des conditions de sécurité satisfaisantes.

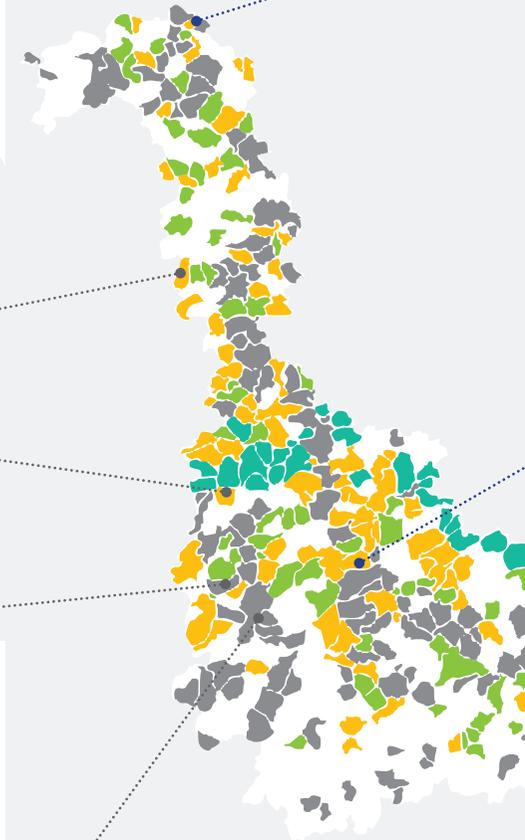
> OLLEY : Les nouveaux élus d'Olley découvraient à l'été 2020 que la commune avait oublié de demander une subvention à l'Agence de l'Eau pour les travaux de la station d'épuration. Grâce à notre mobilisation, une aide financière exceptionnelle a finalement pu être obtenue.

> EHPAD DE MARS-LA-TOUR : Les établissements d'hébergement pour personnes âgées ont été durement touchés par la pandémie. En juillet 2020, j'ai demandé et obtenu de l'Agence Régionale de Santé que soit ouverte une enquête suite à l'importante vague de décès ayant eu lieu lors du premier confinement au sein de l'EHPAD de Mars-la-Tour.

> EMILE REYMOND, UN OUBLI RÉPARÉ : Le 21 octobre 2019, j'ai accueilli Gérard Larcher, Président du Sénat, pour l'inauguration d'une stèle rendant hommage à Emile Reymond à Flirey, où il n'avait encore jamais été honoré. Médecin et pionnier de l'aviation, il s'agit du seul Sénateur mort au combat lors de la Grande Guerre. Il était tombé au front en octobre 1914 à proximité immédiate de ma ferme.

> CLIMAT : Comment les générations à venir jugeront-elles notre inaction face à l'urgence climatique? Pour répondre à cette question et en partenariat avec les étudiants de Sciences Po Nancy, nous avons organisé en octobre 2019 au Conseil Départemental un procès-fiction avec le témoignage bouleversant de Valérie Masson-Delmotte, paléoclimatologue et co-présidente du Groupe International d'Etudes sur le Climat (GIEC).

> SUITES DE LA LOI DIDIER : A la suite de la loi du 7 juillet 2014, dite loi Didier, l'Etat a publié en août 2019 un premier recensement des ouvrages d'art de rétablissement des voies. Ces ponts pourront bénéficier de l'établissement d'une convention entre la collectivité et le gestionnaire de la voie franchie (l'Etat, SNCF Réseau ou VNF) afin de répartir les responsabilités et les charges. En Meurthe-et-Moselle, au moins 203 ponts sont concernés : 33 ponts surplombant le réseau routier national, 35 le réseau ferré, et 135 le réseau fluvial. Si votre pont a été oublié du recensement, faites m'en part, il est possible de le réintégrer.



- La ligne des séquoias de la paix
- Autres actions avec les élus
- Déplacements dans le cadre de mon travail parlementaire
- Rencontres avec les nouveaux élus 2020

> **LONGLAVILLE** : Le nouveau maire de Longlaville, Hamdi Toudma, a pris en responsabilité une commune dans une situation financière très délicate sous contrôle de la Cour régionale des Comptes. Devant la gravité de la situation, un soutien exceptionnel de l'Etat a été obtenu début 2021.

> **SÉQUOIAS DE LA PAIX** : Inspiré par les commémorations du centenaire de la Première Guerre Mondiale, j'ai proposé fin 2018 la plantation d'un séquoia de la Paix dans chaque commune située le long de la ligne de front de 1918 en Meurthe-et-Moselle (sur mon compte privé, bien sûr). Aux côtés des élus, j'ai ainsi planté 45 séquoias en deux ans dans un excellent partenariat avec le Souvenir Français.

> **PARITÉ** : Le 7 octobre 2019, j'ai fait venir ma collègue Laurence Rossignol pour un débat à Sciences Po Nancy sur la parité en politique aux côtés de Anne-Cécile Mailfert, fondatrice de la Fondation des Femmes. La place des femmes en politique est une question clé de notre démocratie. Rappelons que la seule assemblée démocratiquement élue qui soit paritaire, c'est le conseil départemental, avec une mention particulière pour la Meurthe-et-Moselle dont l'exécutif aussi est paritaire, bien que la loi ne l'y oblige pas.

> **CULTURE** : Si la commune de Lunéville a pris la décision début 2020, en toute légitimité, de cesser le conventionnement du Théâtre de Lunéville, j'ai aussi soutenu le collectif citoyens «La Méridienne» dans sa recherche de solutions alternatives. A l'heure où la pandémie met à mal l'ensemble des activités culturelles, il est de notre devoir de défendre la culture sous toutes ses formes.

> **BACCARAT** : J'ai soutenu le projet d'ouverture d'un musée à Baccarat destiné à accueillir la collection de flacons à parfum de George Stam et à mettre en valeur le métier d'art verrier. Fin 2019, afin d'obtenir le soutien d'Atout France, j'ai fait intervenir ma collègue Catherine Dumas, sénatrice de Paris et présidente du groupe d'études sur les métiers d'art.

> **ÉCOLES** : Début 2020, par un courrier adressé au recteur et au préfet, j'ai montré que les grands projets de restructuration scolaire étaient mal accompagnés financièrement par l'Etat au regard des économies que ces projets rendent possible par la mutualisation de locaux, de postes d'enseignants, de bus scolaires, etc. Les projets portés par des syndicats scolaires étaient financés uniquement par de la DETR, obérant fortement l'enveloppe prévue. Par mon travail, j'ai su démontrer que la DSIL pouvait être sollicitée également. La possibilité en a été offerte au projet d'école de Gerbéviller.

▶ **COMME À OLLEY OU LONGLAVILLE, JE VIENS RÉGULIÈREMENT EN SOUTIEN AUX MAIRES QUI RENCONTRENT DES DIFFICULTÉS PARTICULIÈRES DANS LEUR MANDAT.**

Une fois, c'est un maire et son adjointe qui sont injustement privés pendant plus d'un an de leurs indemnités de mandat pour une raison de forme, alors que sur le fond, il s'agit d'une dépense obligatoire de la commune. Mon soutien leur a permis d'accéder de nouveau à leurs droits.

Par ailleurs, je suis membre depuis plus de 10 ans de la commission DETR (Dotation d'Équipement des Territoires Ruraux). N'hésitez pas à me faire part de vos dossiers de demande de subvention.



Les élues de la majorité départementale et leur Présidente, Valérie Beusert-Leick



Plantation du séquoia de Moncel-sur-Seille



Mobilisation contre la fermeture d'une classe à Montauville début 2021

DÉMOCRATIE ET CRISE SANITAIRE

> **MUNICIPALES 2020 ET CONFINEMENT** : Ces élections, bousculées par la pandémie de Covid-19, resteront dans les annales. Je vous ai alors régulièrement informés de l'organisation de la vie démocratique et citoyenne : autorisation de déplacements pour les élus, protocole sanitaire dans les écoles, organisation du second tour et de sa campagne, etc. Au Sénat, j'ai suivi de près les projets de loi d'urgence successifs et les projets de loi de finances rectificatifs.

> **PARITÉ** : Après 3 mois de délai, nos 591 communes ont vu leurs équipes enfin installées. Je regrette cependant qu'à peine 15% des maires soient des femmes et qu'aucun de nos EPCI n'ait de présidente.

> **CITOYENNETÉ** : Les élections sont essentielles à la démocratie. Avec mes collègues socialistes, nous avons fait des propositions pour moderniser les scrutins et les adapter à la pandémie : vote par correspondance, procurations, scrutin étalé dans le temps. Je suis satisfait que ma proposition consistant à rendre prioritaire la vaccination des membres des bureaux de vote soit mise en place.



Nous espérons tous que 2021 nous fasse voir l'issue de cette crise sanitaire grâce à la vaccination et au progrès des traitements. Comme le dit Claude Boura, ancien maire (pendant 56 ans!) de Xousse : **TOLÉRANCE, PATIENCE, PERSÉVÉRANCE!**



Avec Jacqueline Gourault, Ministre de la Cohésion des Territoires en septembre 2020

▶ UN LIVRE POUR VENIR A VOTRE RENCONTRE

C'est dans ce quotidien bouleversé que j'ai préparé un livre pour accueillir les élus municipaux dans le mandat 2020-2026. A sa sortie, je l'ai présenté au Président Larcher et à la Ministre Gourault. Réalisé à partir de témoignages récoltés depuis 2018 auprès des élu.es meurthe-et-mosellans, ce petit ouvrage se veut utile et ludique. Vous pouvez retrouver ce livre, ainsi que l'annexe compilant l'ensemble des témoignages d'élu.es, en version numérique sur mon site internet : www.olivierjacquin.fr

RENCONTRES TERRITORIALES 2020



À THIAUCOURT, LESMÉNILS, NEUVES-MAISONS, LONGWY, TOUL, FROUARD, LUNÉVILLE, AUDUN-LE-ROMAN, BACCARAT ET JARNY





PARLEMENT CONFINÉ

Dès le lendemain du premier tour des élections municipales, le calendrier législatif a été entièrement revu pour laisser place à la nécessaire réponse à la crise sanitaire. En une semaine, nous avons voté un projet de loi créant le nouveau régime d'état d'urgence sanitaire (et notamment la possibilité d'instaurer un confinement et des limitations aux déplacements) et reportant le second tour des municipales, ainsi qu'un premier budget rectificatif pour créer et abonder le fonds de solidarité aux entreprises et le dispositif de chômage partiel.

POUR RÉPONDRE À LA CRISE, DES PROPOSITIONS REFUSÉES PAR LE GOUVERNEMENT :

PLAN DE RELANCE ET ÉCOLOGIE : UNE OCCASION MANQUÉE

A trop peu d'occasions, le gouvernement et la droite sénatoriale ont entendu les propositions formulées par mon groupe. Ainsi ai-je quasiment prêché dans le désert lorsque j'ai proposé de « profiter » des taux d'intérêt extrêmement faibles et des milliards d'euros que le gouvernement était prêt à dépenser pour relancer et décarboner vraiment nos systèmes de transports. **Je n'ai eu de cesse de rappeler que la crise sanitaire ne pouvait effacer la crise écologique et qu'il fallait assurer une réponse globale... cela n'a pas suffi.**

MA PREMIÈRE PROPOSITION DE LOI : TAXER LES SUR-PROFITS DES ASSURANCES

Pour financer la réponse à la crise, j'ai déposé une proposition visant à prélever 80% de l'augmentation du résultat net d'exploitation par rapport à la moyenne des trois années précédentes, et à les affecter au fonds de solidarité pour venir en soutien à nos PME-TPE. La droite sénatoriale a préféré créer une taxe sur toutes les assurances ayant eu pour seule conséquence l'augmentation des cotisations et des mutuelles.

UN FONDS D'INDEMNISATION POUR LES VICTIMES DE LA COVID19, une autre proposition déposée par ma collègue socialiste et refusée par la majorité sénatoriale.

LOI ENGAGEMENT ET PROXIMITÉ

Comme la quasi-unanimité des sénateurs, j'ai voté pour la loi Engagement et Proximité à l'automne 2019.

SI À BIEN DES ÉGARDS CETTE LOI RESTE INCOMPLÈTE ET DÉMAGOGIQUE :

- Revalorisation des indemnités d'élus pour les communes de moins de 3500 habitants sans les financements nécessaires pour la rendre effective,
- Refus de notre proposition visant à imposer la parité de l'exécutif des EPCI proportionnellement à celle du conseil communautaire,
- Suppression des conseils de développement pour les EPCI de moins de 50 000 habitants,
- Des solutions insuffisantes pour répondre à la crise des vocations.

ELLE COMPORTE AUSSI DES AVANCÉES OBTENUES PAR MON GROUPE :

- En matière de gouvernance : conférence des maires dans tous les EPCI, parité des listes dans toutes les communes de plus de 1000 habitants, remplacement des conseillers communautaires dans les petites communes,
- En matière de démocratie locale : majoration des indemnités d'un élu en cas de réduction de son activité professionnelle, remboursement de frais pour les conseillers communautaires en situation de handicap, droit à la formation dès le début du mandat (amendement que j'avais travaillé avec l'ADM54),
- En matière de compétences : généralisation de la tarification sociale de l'eau, réduction de 15 à 5 jours des délais d'exécution des arrêtés municipaux contre l'affichage sauvage.

DECENTRALISATION

Dans l'attente du projet de loi « 4D », j'ai cosigné et voté la proposition de résolution d'Éric Kerrouche et du groupe socialiste « pour une nouvelle ère de la décentralisation ». Nous proposons : le recentrage de l'Etat sur ses missions principales, l'adaptation des compétences, la solidarité financière entre les collectivités, le renouveau de la démocratie territoriale, de rendre les collectivités motrices de la transition écologique et les territoires plus agiles et coopératifs.

TRANSPORTS & MOBILITÉS

ÉCOTAXE

Cantonner la redevance poids lourds au seul territoire alsacien aura pour conséquence directe un report massif du trafic routier de marchandises et de la pollution vers le Sillon lorrain et l'autoroute A31, déjà saturée. C'est pourquoi j'avais défendu, avec mon collègue Jean-Marc Todeschini, un amendement visant à obtenir une écotaxe sur l'A31. Je poursuivrai dans cette idée lors de la loi Climat pour donner un modèle économique aux politiques de mobilités en Lorraine.

DESSERTE FERROVIAIRE

> **Mobilisons-nous pour retrouver une desserte de qualité vers le sud et un accès direct à Lyon depuis la Lorraine. Je propose que les TGV vers Lyon recirculent par la ligne Metz - Pompey (avec correspondance instantanée depuis Nancy) - Toul - Neufchâteau.**

> Dans le Pays-Haut, le Luxembourg a décidé unilatéralement de cesser de desservir la gare d'Audun-le-Tiche, sans réaction française, tant de l'Etat que du Conseil régional. Un exemple de la faiblesse de la relation transfrontalière et de nos politiques de mobilité.

VNF ET DEVENIR DES CANAUX

Début 2019, j'avais alerté les collectivités lorraines du risque de dénivellation du Canal des Vosges en raison de l'importante baisse du trafic fluvial, du déficit de moyens d'investissement de VNF et du changement climatique. A ce jour, ce risque semble s'écarter. La Région Grand Est, VNF et les collectivités concernées mènent une réflexion poussée sur le potentiel touristique des petits canaux lorrains.



UN DISCRET GRENELLE DES MOBILITÉS EN LORRAINE

A l'issue de la concertation A31bis début 2019, j'avais demandé la tenue d'un Grenelle des Mobilités en Lorraine. Organisé par la Région Grand Est et le Sillon Lorrain, il vient de se conclure. Il visait à étudier l'ensemble des modes de déplacements sur le territoire du Sillon. Vous n'en avez peut-être pas entendu parler.

LES PLUS :

- + Retour de la gare d'interconnexion TGV/TER de Vandières, « entre les lignes » des conclusions du Grenelle, alors que le SRADDET* l'avait supprimée,
- + Le projet de Réseau Express Métropolitain, train à haute fréquence de Nancy à Luxembourg, comme perspective de long terme.

LES MOINS :

- **Des manques sur le projet d'A31bis au Sud.** Sans l'intervention de Mathieu Klein, cela n'aurait pas été évoqué par le Grenelle. Avec lui, je défends l'idée de l'aménagement sur place de l'A31 autour de Nancy et l'abandon du projet de barreau autoroutier de Toul à Dieulouard.
Dès maintenant et dans les deux ans, je propose que soient mises en place :
 - > **une voie réservée aux transports collectifs et au covoiturage, dans les secteurs à 2x3 voies,**
 - > **l'adaptation de la bande d'arrêt d'urgence à la circulation de bus à 50 km/h en cas de congestion.**
- Faiblesse manifeste des propositions du Grenelle quant aux alternatives au tout routier : sur le fret, les mobilités actives et vertes, ainsi que celles relatives à la « socialisation » de la voiture, c'est-à-dire son usage partagé (cf mon rapport Mobilités dans les espaces peudenses, ci-après).

AU SÉNAT

RAPPORT MOBILITÉS DANS LES ESPACES PEU DENSES



Après plus d'un an de travail, mon rapport *Mobilités dans les espaces peu denses en 2040 : un défi à relever dès maintenant*, a été adopté en janvier 2021. Enjeu climatique, transformation des modes de vie et du rapport au travail, nouvelles technologies, la transformation de nos déplacements sera profonde dans les années à venir. Si la voiture gardera une place prépondérante, il convient d'en changer l'utilisation en la partageant davantage et en permettant l'essor d'autres mobilités dans tous les territoires notamment avec le vélo et la marche. Les collectivités occuperont un rôle prépondérant dans ces transformations si elles se saisissent de ces enjeux et si le gouvernement leur en assure les moyens financiers adéquats leur permettant de trouver un modèle économique.

page de gauche :
*Schéma régional d'aménagement,
de développement durable et d'égalité
des territoires



AUTOROUTES

Début 2020, j'ai coordonné le travail des sénateurs socialistes au sein de la commission d'enquête sur les concessions autoroutières. Malheureusement, les propositions du rapport final n'intègrent pas la baisse de l'impôt sur les sociétés et des impôts de production dont les sociétés concessionnaires vont bénéficier, en plus de l'augmentation stratosphérique et indécente de leur rentabilité : 40 milliards d'euros de surprofits attendus de 2020 à 2036 par rapport à 2005-2020. Pour dénoncer cette situation et entamer la réflexion sur l'avenir des concessions qui arrivent à terme en 2032, j'ai avec ma collègue députée Christine Pires-Beaune, déposé une première « proposition de résolution » et publié une tribune dans *Le Monde* en février 2021.

BUDGET 2021 ET PLAN DE RELANCE

Rapporteur pour avis de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable pour le projet de loi de finances 2021 sur les transports routiers, j'ai fait voter par le Sénat :

- > des financements à destination des collectivités pour les travaux sur des ponts (loi Evelyne Didier),
- > la diminution de la TVA à 5,5% sur les transports ferroviaires,
- > une aide financière pour la pratique du vélo.

J'ai également proposé des investissements massifs pour les transports collectifs, le ferroviaire et le fluvial. J'ai été qualifié de « dépensier » mais j'assume : à l'heure de l'urgence écologique et alors que les taux d'intérêt sont historiquement bas, il nous est possible d'emprunter et d'investir pour notre avenir. L'inverse serait irresponsable si nous voulons respecter la trajectoire carbone décidée lors de la COP 21 !



ÉCONOMIE

BASSIN SALIFÈRE LORRAIN

Depuis 2018, je travaille avec l'association des communes salifères du sud nancéien (AC2SN) et son président Yannick Fagot, maire d'Haraucourt, sur la répartition de la redevance communale des mines. Une partie de la redevance prélevée pour l'extraction du sel ne redescend pas sur le territoire du bassin salifère en raison d'une règle de péréquation nationale obsolète. Seules les communes où habitent au moins 10 mineurs peuvent prétendre à la fraction de 55% de la redevance minière et il y en a de moins en moins.

En décembre 2018, mon amendement proposant une répartition différente a été adopté au Sénat, avec le soutien du Ministre du budget, reconnaissant la nécessité de trouver une répartition plus juste.

En 2020, nous avons été reçus par le cabinet de la Ministre de la Cohésion des Territoires pour exposer la problématique et proposer des solutions. Les services ministériels étudient depuis la question pour trouver une nouvelle règle de répartition applicable dès 2022.



Avec Yannick Fagot, Laure Delmas et Philippe Léonard au Ministère de la Cohésion des Territoires le 18 septembre 2020



SAINT-GOBAIN PONT-À-MOUSSON : AGIR PAR LA COMMANDE PUBLIQUE

Alors que la crise sanitaire provoque des difficultés économiques dans de nombreux secteurs, l'investissement public m'apparaît comme un moyen particulièrement pertinent pour soutenir l'industrie française. La clause de «réciprocité économique» permet d'écartier des appels d'offre les entreprises, les services, les fournitures émanant des pays non signataires des accords internationaux sur les marchés publics dits «AMP», rétablissant une forme de commerce équitable.

Avec sept autres élus de la région Grand Est, nous avons cosigné un courrier pour que la commande publique soutienne la filière française de l'eau. Adressé aux agences de l'eau, aux départements et aux régions, ce courrier les invite à mettre en œuvre une solidarité nationale avec les acteurs de la commande publique afin de favoriser la provenance française ou européenne des fournitures. Les marchés publics sont en effet un formidable levier pour pérenniser les actifs industriels et les emplois puisqu'ils représentent près de 10% du PIB en France et qu'un emploi industriel génère trois emplois indirects.

SANTÉ - CHRU DE NANCY-BRABOIS : La restructuration immobilière est enfin actée. Le nouveau projet de restructuration du CHRU n'a rien à voir avec le précédent dossier, où des lits et des postes étaient supprimés en nombre, et qui demandait une forte contribution financière aux collectivités. La crise Covid est passée par là. Mais c'est surtout au nouveau maire de Nancy que nous devons ce revirement du Ministère de la Santé.

UBÉRISATION

Proposition de loi

Lutte contre l'indépendance fictive en permettant des requalifications en salarié par action de groupe et en contrôlant la place de l'algorithme dans les relations contractuelles

M. Olivier JACQUIN,
Mme Monique LUBIN,
MM. Franck MONTAUGÉ et Didier MARIE,

Proposition de loi
Droits sociaux
numériques

M. CERTENAIS, MM. Olivier JACQUIN,
Jean-Louis BÉRY, Maurice ANTRISTE,
BENOÎT, Mme Maryse BLOCHET,
M. BOUTANT, Thierry CARCIAC,
DANNE, HANNA CONWAY-MOURET,

Proposition de loi
Travailleurs indépendants
statut de salarié

M. Franck MONTAUGÉ,
Jean-Pierre FÉRAUD,
Jean-Pierre SUEUR,
Mme de LA GONTRIE,

CONTRE LE TRAVAIL QUI REND PAUVRE

J'ai fait de ce dossier un de mes chevaux de bataille parlementaire tant la précarité subie par les chauffeurs VTC et les livreurs à vélo est révoltante. Ce système de détricotage des droits sociaux des salariés en se servant de la révolution numérique attaque des pans entiers de notre société : demain, ce sont de nombreux emplois de salariés et secteurs d'activités qui pourraient être « ubérisés ».

C'est la raison pour laquelle, après avoir gagné deux recours constitutionnels sur le sujet en 2018 et 2019, j'ai été à l'origine de plusieurs propositions de loi. Mais le travail d'opposition à ce nouveau modèle de société se fait aussi « hors les murs ». Ainsi, j'ai participé à différents colloques de la Fondation Jean Jaurès et j'ai rédigé et signé plusieurs tribunes dans *Libération*, *Les Echos*, *l'Humanité*, tout en participant à la mobilisation des VTC et livreurs qui se battent pour leurs droits.

**BRAVO À LA VILLE DE NANCY QUI A CRÉÉ
UN ESPACE DE REPOS POUR LES LIVREURS
À VÉLO EN MARS 2021. UNE PREMIÈRE EN
FRANCE !**

AUTRES VOTES IMPORTANTS AU SÉNAT



POUR

- > Projet de loi sur l'économie circulaire,
- > Projet de loi bioéthique



POUR

les propositions de loi socialistes :

- > Plafonnement des frais bancaires
- > Rétablissement de l'ISF
- > Extension du RSA aux moins de 25 ans
- > Régime d'indemnisation des catastrophes naturelles
- > Prise en compte de l'empreinte environnementale du numérique
- > Lutte contre la pollution plastique
- > Préservation des « biens communs » dans la Constitution
- > Droit de mourir dans la dignité
- > Allongement du délai d'IVG à 14 semaines



CONTRE

- > Les budgets 2020 et 2021
- > Projet de loi « recherche »,
- > Loi « sécurité globale »
- > Loi « séparatisme »

[Retrouver la liste complète de mes votes sur mon site internet](#)



À la manifestation des chauffeurs VTC devant le Ministère de l'Economie le 14 octobre 2020

TRANSFRONTALIER

LUXEMBOURG



En 2017, j'ai décidé de questionner l'Etat français sur sa stratégie vis-à-vis du Luxembourg. Le Luxembourg est au 1^{er} rang mondial pour le PIB/habitant, avec un taux de croissance de 15% prévu en 2021. Son rôle de place financière lui permettra d'être le pays européen qui va le mieux profiter du Brexit. Aujourd'hui, il accueille une grande partie des emplois, des entreprises et des travailleurs de la Grande Région, tandis que le Nord Lorrain accueille la population des travailleurs frontaliers pour se loger, la fournissant en services publics pour la garde des enfants, l'école, les transports, etc, et l'Etat français assurant ses périodes de chômage ou de dépendance (handicap, vieillesse).

En janvier 2020, je recevais Franz Fayot lors de mes vœux à Haucourt-Moulaine peu avant qu'il soit nommé Ministre de l'Economie. Nous avons alors évoqué la nécessité d'un dialogue dépassionné avec le Luxembourg pour interroger ce déséquilibre entre nos territoires, dialogue qui doit également aborder les questions de fiscalité, car elles sont centrales.

En amont de la Conférence Intergouvernementale franco-luxembourgeoise prévue en juillet 2021, j'ai interpellé en février le Secrétaire d'Etat aux Affaires Européennes, Clément Beaune, sur plusieurs points :

> La nécessité **QUE LA FRANCE SE DOTE DE SES PROPRES DONNÉES SUR L'ÉQUILIBRE DE LA RELATION** financière, fiscale et sociale franco-luxembourgeoise. Qui donne quoi et combien, et comment compenser les difficultés rencontrées par les collectivités côté français ?

> **LE RAPPORT LAMBERTZ** pour « Une répartition équitable de l'impôt dans les zones transfrontalières » et adopté par le Congrès des pouvoirs locaux du Conseil de l'Europe en 2019. M. Beaune m'a confirmé que le rapport sera présenté au prochain Comité des Ministres.

> **LE TÉLÉTRAVAIL** : La doctrine fiscale classique veut que la richesse soit taxée là où elle est produite. Le télétravail est possible au-delà de 29 jours mais nécessite alors deux déclarations d'impôt. J'ai demandé une simplification des déclarations. Enfin, si la durée du télétravail est étendue, le Luxembourg doit logiquement compenser la France, ce qui n'est pas le cas actuellement.

> **LE RAPPORT SUR LE CODÉVELOPPEMENT** commandé en 2018 par le gouvernement au Préfet et au Président de La Région Grand Est. Le ministère m'a indiqué que cette réflexion, interrompue par la crise, va reprendre.

> **UN SOUTIEN AU PÔLE MÉTROPOLITAIN FRONTALIER (PMF)** : Au-delà de la relation d'état à État dont le chef de filat français a été utilement confié au couple Etat/Région, avec un rôle particulier accordé au Préfet de Moselle, une instance locale transfrontalière qui gérerait les questions du quotidien de cette « métropole transfrontalière du Grand Luxembourg » apparaît indispensable. Du côté français, la création du PMF a constitué une étape prometteuse. Il se met en place et mérite d'être renforcé par un soutien en ingénierie intégrée.

12 février 2021, visioconférence avec Clément Beaune, Secrétaire d'Etat aux Affaires Européennes et Valérie Beausert-Leick, Présidente du Conseil Départemental de Meurthe-et-Moselle



J'ai dénoncé l'absence de réaction de la France lorsque le Luxembourg a unilatéralement annoncé vouloir déferer la ligne desservant Audun-le-Tiche.

AGRICULTURE

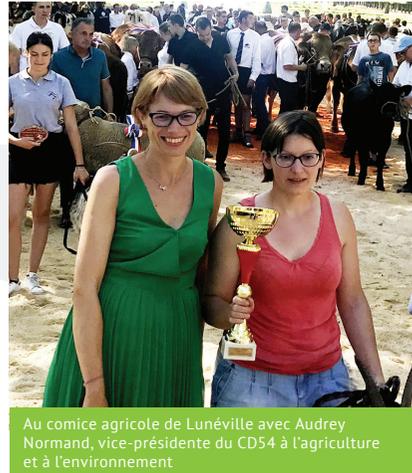
DÉFENSE DE LA RURALITÉ ET DES DOSSIERS AGRICOLES

Je poursuis mon engagement au Sénat :

- Participation aux groupes d'études « Agriculture et alimentation », « Forêt et filière bois », et au groupe de travail transpartisan sur la ruralité,
- Action résolue contre « l'agribashing »,
- Amendement de soutien aux communes forestières dans le plan de relance,
- Organisation de rencontres autour des questions agricoles, d'abord avec l'association des salariés agricoles sur le devenir de la profession, puis avec les présidents de la FNAB (agri bio) et de l'Agence bio sur les transitions agricoles,
- Participation à la mission d'information « enseignement agricole, outil indispensable au cœur des enjeux de nos filières agricoles et alimentaires ».

► NÉONICOTINOÏDES

Je me suis vigoureusement opposé au projet de loi de retour des néonicotinoïdes pour la filière betterave jusqu'à saisir, avec mon groupe, le Conseil Constitutionnel, pas par dogmatisme mais au nom du principe de non-régression du droit de l'environnement.



Au comice agricole de Lunéville avec Audrey Normand, vice-présidente du CD54 à l'agriculture et à l'environnement



Avec Dominique Potier et Mathieur Klein, lors du Salon de l'Agriculture 2020

SOUTIEN À NOS FORÊTS

En février 2020, j'ai soutenu le mouvement syndical au sein de l'Office national des forêts (ONF) face au changement de direction. Le Sénat avait déjà marqué ses doutes en validant la candidature du nouveau directeur général d'une très courte majorité. Bien sûr, il faut faire évoluer les structures, mais pas avec un démontage en règle de l'Office. Je suis d'ailleurs favorable à la proposition de la Convention Citoyenne pour le Climat de pérenniser l'existence de l'ONF et d'en augmenter les effectifs, afin de garantir une gestion nationale et indépendante de tout intérêt financier privé. J'ai interpellé le Gouvernement à travers plusieurs questions écrites afin qu'il précise sa politique de soutien à la filière bois.

LOUP

Je fais partie du comité départemental de suivi du loup. Alors qu'au second semestre 2020 les attaques s'étaient arrêtées dans le Toulousain, elles viennent de reprendre et je surveillerai cette situation de près.

DÉGÂTS DE GIBIER

La situation des agriculteurs face aux dégâts causés par le gros gibier n'est plus tolérable. Rien qu'en 2019, ils se chiffrent à 1,6 million d'euros pour notre département. La surpopulation de sangliers est étroitement liée à la pratique du tir sélectif. Début 2020, j'ai alerté le Ministre de l'Agriculture sur l'indemnisation des dégâts.

Un compte-rendu de mandat n'a par définition pas vocation à être exhaustif, surtout lorsqu'il traite d'une année parlementaire particulièrement riche et active.

Aussi, je vous invite à découvrir l'intégralité de mon action sur mon [site internet olivierjacquin.fr](http://siteinternet.olivierjacquin.fr) et à me suivre au quotidien sur [Facebook](https://www.facebook.com/olivierjacquin) et [Twitter](https://twitter.com/olivierjacquin).

OLIVIER JACQUIN

Sénateur de Meurthe-&-Moselle
06 30 82 09 55
o.jacquin@senat.fr



ET UNE BELLE ÉQUIPE

ANXHELO BICI

06 43 53 09 28
a.bici@clb.senat.fr

Collaborateurs en Meurthe-et-Moselle chargés du suivi des questions locales et des relations avec les élus et acteurs locaux

LAURE DELMAS

06 74 82 50 93
l.delmas@clb.senat.fr

GASTON LAVAL

06 72 44 29 33
g.laval@clb.senat.fr

Collaborateur à Paris en charge du travail législatif et des dossiers nationaux

Pour m'écrire ou me rencontrer (sur rdv) :

Permanence parlementaire

10 place Thiers 54700 Pont-à-Mousson
03 83 82 49 12

▶ À VENIR EN 2021-2022 EN MEURTHE-ET-MOSELLE

- > Suite de mes rencontres avec les nouvelles équipes municipales 2020-2026
- > Elections départementales et régionales les 20 et 27 juin 2021
- > Conférence intergouvernementale franco-luxembourgeoise
- > Organisation de rencontres/visites entre élus sur des projets qui vous intéressent
- > Don des plaques commémoratives du Souvenir Français aux communes ayant une borne Vauthier
- > Réflexion sur l'avenir de l'école en partenariat avec le rectorat
- > Poursuite de la concertation A31bis
- > Déclinaison de mes actions ubérisation en Meurthe-et-Moselle

▶ À VENIR EN 2021-2022 AU SÉNAT

- > Loi « 4D » : décentralisation, différenciation, déconcentration, décomplexification
- > Loi « Climat et Résilience »
- > Budget 2022
- > Suivi de la crise sanitaire avec de possibles lois d'urgence et de finances rectificatives
- > Participation aux missions d'information sur le transport de marchandises et sur l'enseignement agricole
- > Poursuite du travail sur les mobilités et infrastructures, et notamment sur les autoroutes
- > Poursuite du travail sur l'ubérisation et les droits sociaux des travailleurs des plateformes, notamment au niveau européen